

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE BETHUNE

PLACE LAMARTINE
62407 BETHUNE CEDEX
TEL : 03.21.68.72.00

DUTAT LEFEVRE & ASSOCIES
28 BD. JEAN BART
BP 253
59405 CAMBRAI CEDEX

V/REF : GS/BC/4107.6515
N/REF : 2007 B 514 / 2007-A-2038

Le Greffier du Tribunal de Grande Instance DE BETHUNE certifie qu'il a reçu le 06/09/2007,

Acte S.S.P. en date du 20/06/2007
- Formation de la société

Rapport du commissaire aux apports
- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LES APPORTS EN NATURE DES
TITRES DE SOGEBAT ET DE SARL SOMATEM

Concernant la société

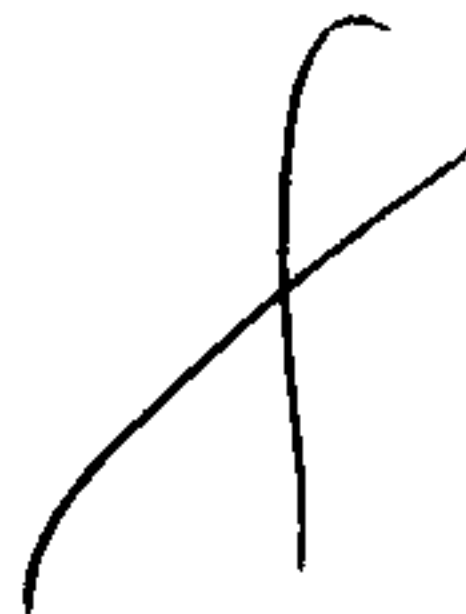
GONCALVES INVESTISSEMENTS
Société par actions simplifiée
7 CHEMIN DES CAMAYEUX
62172 BOUVIGNY BOYEFFLES

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-2038 le 06/09/2007

R.C.S. BETHUNE 498 985 456 (2007 B 514)

Fait à BETHUNE le 06/09/2007,

Le Greffier





Membre de la Compagnie Régionale de DOUAI

SAS

GONCALVES INVESTISSEMENTS

SAS AU CAPITAL DE 640.000 €EUROS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

SUR

LES APPORTS EN NATURE

DES TITRES DE LA SAS SOGEBAT

ET DES TITRES DE LA SARL SOMATEM

PAR

MONSIEUR JOSE GONCALVES



SAS GONCALVES INVESTISSEMENTS

SAS AU CAPITAL DE 640.000 EUROS

SIEGE SOCIALE

7 CHEMIN DES CAMAYEUX

62172 BOUVIGNY BOYEFFLES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance en date du 09 Mai 2007 par Madame Sophie VALAY BIERE, Vice Présidente, faisant fonction de Présidente au Tribunal de Grande Instance de BETHUNE, statuant en matière commerciale concernant l'apport de 234 actions de la SAS SOGEBAT et de 400 parts de la SARL SOMATEM par Monsieur José GONCALVES, demeurant au 7 chemin des Camayeux à BOUVIGNY BOYEFFLES. Nous avons établi le présent rapport prévu par l'article 64-1 du Code de Commerce.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de contrat d'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

I - PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Monsieur José GONCALVES fait apport en nature, net de tout passif, autre que la soulte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière avec jouissance de ce jour de :

- la pleine propriété de DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de CENT (100) Euros chacune de la SAS « SOGEBAT » au capital de TRENTE NEUF MILLE (39.000) Euros dont le siège social est à SAINS-EN-GOHELLE (Pas-de-Calais) – Z.I., Fosse 13, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 437.512.858, évaluées unitairement à DEUX MILLE SIX CENTS (2.600) Euros, et globalement à SIX CENT HUIT MILLE QUATRE CENTS Euros, soit :

608.400 Euros



- la pleine propriété de QUATRE CENTS (400) parts sociales de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 401 à 800, de la société « SOMATEM » Société à Responsabilité Limitée au capital de HUIT MILLE (8.000) Euros dont le siège social est à COURRIERES (Pas-de-Calais) – rue de la Libération, Zone des Chauffours Est n° 1, BP 43, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 450.194.709, évaluées unitairement à DEUX CENT VINGT HUIT (228) Euros, et globalement à QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX CENTS Euros, soit :

91.200 Euros

Soit un apport en nature de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SIX CENTS EUROS, ci

699.600 Euros

ORIGINE DE PROPRIETE

- Les DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de la SAS « SOGEBAT » faisant l'objet du présent apport appartiennent à Monsieur José GONCALVES pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple à l'occasion de la constitution de la société le 09 Mars 2001.
- Les QUATRE CENTS (400) parts sociales de la SARL « SOMATEN » faisant l'objet du présent apport appartiennent à Monsieur José GONCALVES pour les avoir acquises de Monsieur Francis DELPLANQUE moyennant le prix unitaire de dix (10) EUROS, soit un prix global de quatre mille (4.000) Euros et ce aux termes d'un acte sous seing privé en date à LIEVIN (Pas-de-Calais) du 20 Juillet 2004.

INTERVENTION DU CONJOINT DE L'APPORTEUR

Aux présentes est intervenue :

- Madame Marina BENINI épouse de Monsieur José GONCALVES pour déclarer en application de l'article 1424 du Code Civil donner son consentement à l'apport susvisé des QUATRE CENTS (400) parts sociales de la SARL « SOMATEN » dépendant de la communauté et autoriser son époux à bénéficier seul, en contrepartie de cet apport, de l'attribution d'actions de la société bénéficiaire dudit apport, sans réclamer d'inscription de titres nouvellement émis à son nom, et ce en contrepartie de l'institution de la soulté.



REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération de ses apports, Monsieur José GONCALVES, qui accepte, reçoit :

- la pleine propriété de SIX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT (6.398) actions d'une valeur nominale de CENT (100) Euros chacune de la SAS GONCALVES INVESTISSEMENTS au Capital de 640.000 Euros constitué de 6.400 actions de 100 Euros chacune ayant son siège social sis au 7 chemin des Camayeux à BOUVIGNY BOYEFFLES, société en cours de constitution.
- une créance en numéraire de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENT (59.800) Euros, à titre de soulte de son apport, laquelle créance fera l'objet d'une inscription à son compte courant ouvert dans les livres de la société bénéficiaire de l'apport à compter de ce jour et pour le compte de la communauté. Cette soulte s'impute à hauteur de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) Euros sur l'apport des actions de la société « SOGEBAT » et à hauteur de QUATRE MILLE HUIT CENTS (4.800) Euros sur l'apport des parts sociales de la société « SOMATEN ».

CONDITIONS GENERALES

La société bénéficiaire aura la propriété des actions et parts sociales au jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du jour de la constitution de la société bénéficiaire des apports.

Ces apports sont faits net de tout passif autre que la soulte.

En outre, l'apporteur déclare expressément que les titres faisant l'objet du présent apport ne sont pas nantis et ne font l'objet d'aucun titre particulier.

La société bénéficiaire sera subrogée dans tous les droits et obligations attachées aux actions ou parts sociales apportées.



Elle reconnaît, en outre, avoir reçu, avant l'établissement des présentes :

- un exemplaire des statuts des sociétés « SOGEBAT » et « SOMATEN », certifiés conformes par leur représentant respectif ;
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant chacune des sociétés dont les titres sont présentement apportés.

Ces apports entraînent adhésion à l'ensemble des dispositions statutaires de chacune des sociétés dont les titres sont apportés.

AGREMENT

Conformément aux statuts de la SAS « SOGEBAT », la société bénéficiaire a été agréée en qualité de nouvel actionnaire en vertu d'une Assemblée Générale en date du 10 Mai 2007.

Conformément aux statuts de la SARL « SOMATEN », la société bénéficiaire a été agréée en qualité de nouvel associé en vertu d'une Assemblée Générale Mixte en date du 22 Mai 2007.

II – DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Dans le cadre de notre mission, nous avons :

- contrôlé la réalité des titres apportés
- analysé les valeurs proposées dans le contrat d'apport
- vérifié jusqu'à la date de ce rapport, l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports
- validé l'approche directe de la valeur des apports considérés dans leur ensemble.



III - CONCLUSION

En conclusion :

De nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur des apports s'élevant à SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SIX CENTS (699.600) Euros n'est pas surévaluée, apport qui est effectué à titre pur et simple à concurrence de SIX CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENTS (639.800) Euros et à titre onéreux à concurrence de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros et en conséquence que l'actif net apporté est au moins égal au montant du Capital de la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à LENS, le 15 Juin 2007

Jean-Luc CARBONNIER

Commissaire aux apports



07 A2038

«GONCALVES INVESTISSEMENTS»

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 640.000 Euros

Siège Social : **BOUVIGNY-BOYEFFLES**
(Pas-de-Calais)
7, Chemin des Camayeux

STATUTS

«GONCALVES INVESTISSEMENTS»

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 640.000 Euros

Siège social : **BOUVIGNY-BOYEFFLES**
(Pas-de-Calais)
7, Chemin des Camayeux

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

1°) Monsieur José GONCALVES,

Né le 04 avril 1969 à LENS (Pas-de-Calais) de nationalité française,
Epoux de Madame Marina BENINI née le 09 mai 1967 à LENS (Pas-de-Calais), de nationalité française,

Avec laquelle il s'est marié à la Mairie de WINGLES (Pas-de-Calais)
le 23 avril 1994 sous le régime de la communauté légale à défaut de
contrat de mariage préalable,

Demeurant à BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais) – 7,
Chemin des Camayeux.

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « SOCIETE par ACTIONS SIMPLIFIEE » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est à : **BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais)**
– 7, Chemin des Camayeux.

Il peut être transféré en tout endroit du même département par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence et en tout autre lieu par décision collective des Actionnaires.

ARTICLE 4 - OBJET

La société a pour objet, en FRANCE et dans tous pays :

- La prise et la gestion de toutes participations dans des sociétés commerciales ou civiles ;
- Toutes opérations de prestations techniques et de prestations de services administratives, comptables ou commerciales au profit de sociétés dépendant du Groupe économique ou de tous autres bénéficiaires ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et droits de propriété industrielle concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- l'acquisition d'immeubles et leur gestion ;
- l'acquisition et la gestion de titres de placement ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2°) Madame Marina BENINI,

Née le 09 mai 1967 à LENS (Pas-de-Calais) de nationalité française,
Epouse de Monsieur José GONCALVES susdésigné,
Demeurant à BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais) – 7,
Chemin des Camayeux.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée
constituée par le présent acte.

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE
SIEGE – OBJET – DUREE – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 1^{er} - FORME

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227.20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225.17 à L. 225-126 du Code de Commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code Civil ;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L. 227-2 du Code de Commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : «GONCALVES INVESTISSEMENTS»

Les décisions de prorogation de la durée de la société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

➤ APPORTS EN NATURE :

Monsieur José GONCALVES, fait apport en nature, net de tout passif, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière avec jouissance de ce jour de :

- la pleine propriété de DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de CENT (100) Euros chacune de la SAS « SOGEBAT » au capital de TRENTE NEUF MILLE (39.000) Euros dont le siège social est à SAINS-EN-GOHELLE (Pas-de-Calais) – Z.I, Fosse 13, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 437.512.858, évaluées unitairement à DEUX MILLE SIX CENTS (2.600) Euros, et globalement à SIX CENT HUIT MILLE QUATRE CENTS Euros, ci

608.400 Euros

- la pleine propriété de QUATRE CENTS (400) parts sociales de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 401 à 800, de la société « SOMATEN » Société A Responsabilité Limitée au capital de HUIT MILLE (8.000) Euros dont le siège social est à COURRIERES (Pas-de-Calais) – Rue de la Libération, Zone des Chauffours Est n° 1, BP 43, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 450.194.709, évaluées unitairement à DEUX CENT VINGT HUIT (228) Euros, et globalement à QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX CENTS Euros, ci

91.200 Euros

SOIT UN APPORT GLOBAL EN NATURE DE :
SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE SIX CENTS Euros, ci

699.600 Euros

Etant précisé :

- que ces apports en nature sont grevés d'une soulte de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros, s'imputant à hauteur de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) Euros sur les apports d'actions de la société "SOGEBAT" et QUATRE MILLE HUIT CENTS (4.800) Euros sur les apports de parts sociales de la société "SOMATEN" ;

Soit un apport en nature à titre pur et simple net de :

SIX CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENTS Euros : 639.800 Euros

Il a été procédé à l'évaluation desdites actions et parts sociales au vu d'un rapport de Monsieur Jean-Luc CARBONNIER demeurant professionnellement à LENS (Pas-de-Calais) – 7, Rue Kléber, désigné en qualité de Commissaire aux apports aux termes d'une Ordonnance rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de BETHUNE à compétence commerciale en date du 09 mai 2007, sur requête du 04 mai 2007.

Les conditions et modalités de cet apport sont relatées dans le traité d'apport annexé aux présentes.

➤ **APPORTS EN NUMERAIRE :**

⇒ **Monsieur José GONCALVES**

Apporte à la société une somme en espèces
de CENT Euros, ci

100 Euros

⇒ **Madame Marina GONCALVES-BENINI**

Apporte à la société une somme en espèces
de CENT Euros, ci

100 Euros

SOIT ENSEMBLE, LA SOMME TOTALE DE :

DEUX CENTS EUROS, ci

200 Euros

Cette somme de DEUX CENTS (200) Euros a été dès avant ce jour déposée à la banque "BANQUE POPULAIRE", agence de BRUAY-LA-BUISSIÈRE (Pas-de-Calais) à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro

Elle ne pourra en être retirée avant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

RECAPITULATIF DES APPORTS :

✓ APPORT EN NATURE	
à titre pur et simple :	639.800 Euros
✓ APPORT EN NUMERAIRE :	<u>200 Euros</u>
TOTAL	640.000 Euros

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **SIX CENT QUARANTE MILLE (640.000) Euros**. Il est divisé en **SIX MILLE QUATRE CENTS (6.400) actions de CENT (100) Euros** chacune.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes actionnaires ou non.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la Loi, par décision collective des Actionnaires prise dans les conditions de l'Article 17 ci-après.

Les Actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS - LIBERATION

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans un délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des Actionnaires.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnellement à la quotité du capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remembrement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Les Actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient soit à l'usufruitier soit au nu propriétaire en fonction de la nature des décisions collectives des actionnaires détaillées à l'Article 17. Toutefois et dans ce

cas, l'actionnaire non titulaire du droit de vote a toujours le droit de participer aux décisions collectives des Actionnaires.

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS ET DES DROITS DE SOUSCRIPTION OU D'ATTRIBUTION

A/ Formalités

1°) La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte dans les registres de la société dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

2°) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les actions ne sont négociables qu'à compter de la réalisation de celle-ci.

B/ Contrôle de la transmission des actions

1°) La cession d'actions, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, est libre entre Actionnaires, conjoints, ascendants et descendants.

Toutes autres cessions, volontaires ou forcées, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par décision collective des actionnaires.

2°) La demande d'agrément doit être notifiée à la société et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro R.C.S., identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

3°) La décision collective des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4°) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'Actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les SOIXANTE jours de la notification de

la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de TROIS mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'Actionnaire cédant soit par des Actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'Actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

5°) Les cessions effectuées en violation des dispositions du présent article sont nulles.

C/ Nantissement agréé

Si la collectivité des actionnaires a donné son consentement à un projet de nantissement d'actions dans les conditions prévues au paragraphe B-2, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er, du code civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les actions en vue de réduire son capital.

D/ Contrôle de la transmission des droits de souscription ou d'attribution

En cas d'augmentation du capital, la transmission des droits de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation par voie de décision collective des actionnaires suivant les distinctions faites au paragraphe B-1 pour la transmission des actions elles-mêmes.

E/ Dispositions communes

Les notifications de demandes, réponses, avis et mises en demeure, prévues aux paragraphes B à D du présent article, sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 13 – PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est gérée et administrée par un Président, sans limite d'âge, personne physique ou morale, Actionnaire ou non, nommé par une décision collective des Actionnaires, statuant aux conditions de majorité ordinaire.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Président est illimitée.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à SIX mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des Actionnaires. Le Président remplaçant est également désigné pour une durée illimitée.

Le Président représente seul la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Il provoque les décisions collectives des Actionnaires et les exécute.

Le Président est autorisé à consentir des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées notamment au profit de directeurs délégués qu'il aura désignés.

La rémunération du Président est fixée par une décision collective des Actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président est révocable à tout moment par décision collective des Actionnaires statuant à la majorité de plus des trois quarts des voix des actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant au nu-propriétaire.

ARTICLE 14 – DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Le Président peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, sans limite d'âge, personne physique ou morale, Actionnaire ou non.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Directeur Général est illimitée.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à SIX mois, il est pourvu à son remplacement par le Président. Le Directeur Général remplaçant est également désigné pour une durée illimitée.

A l'égard des tiers, le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président. Dans leurs rapports entre eux, le ou les Directeurs généraux exercent leur mandat sous l'autorité du Président.

Le ou les Directeurs Généraux sont autorisés à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Toutefois, dans les rapports avec le Président, et à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, il est formellement convenu que le ou les Directeur (s) Général (aux) devront recueillir l'accord préalable ou solliciter les directives du Président pour certains actes, opérations et engagements énumérés dans un procès-verbal signé par les parties concernées.

Les décisions du Président à ce sujet notamment sont consignées dans un registre spécial côté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

La rémunération du ou des Directeurs Généraux est fixée par décision du Président. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision du Président constatée dans un procès-verbal.

ARTICLE 15 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des Actionnaires.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS OU DES ACTIONNAIRES

Le Commissaire aux Comptes présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'Article L 233-3 du Code de Commerce.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'Article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet Article, au Président et aux autres dirigeants de la société. Ces mêmes interdictions s'appliquent aux conjoints, ascendants et descendants des dirigeants et à toute personne interposée.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas lorsque le dirigeant est une personne morale.

ARTICLE 17 – DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision de l'associé unique et en cas de pluralité d'actionnaires d'une décision collective des Actionnaires dans les conditions suivantes :

✓ Décisions prises à l'unanimité des actionnaires avec droit de vote au nu propriétaire :

Celles portant sur l'adoption ou la modification des clauses statutaires ci-après visées :

- Inaliénabilité des actions pour une durée n'excédant pas 10 ans ;
- Transformation de la société en société d'une autre forme entraînant accroissement des engagements des Actionnaires ;
- Adoption, suppression ou modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des actionnaires en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'action, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'exclusion.

✓ Décisions prises à la majorité de plus de la moitié des voix des Actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant à l'usufruitier :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Distribution de réserves et d'acomptes sur dividendes ;
- Nomination du Président ;
- Fixation des appointements du Président ;
- Nomination des Commissaires aux Comptes ;
- Autorisation des opérations ou décisions qui excèdent les pouvoirs du Président.

✓ Décisions prises à la majorité de plus des trois quarts des voix des Actionnaires présents ou représentés avec droit de vote appartenant au nu propriétaire :

- Agrément d'un nouvel actionnaire ;
- Révocation du Président ;
- Dissolution et liquidation de la société ;
- Prorogation de la société ;
- Augmentation et réduction du capital ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif ;
- Transfert du siège social en dehors du département ;
- Rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote ;
- Et plus généralement toute décision portant sur des modifications statutaires qui ne nécessitent pas leur adoption à l'unanimité.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions collectives des Actionnaires sont prises au choix du Président en Assemblée ou par consultation écrite ou par correspondance, ou par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. La volonté des Actionnaires peut aussi être constatée par des actes sous seing privé ou authentiques, si elle est unanime. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Tout Actionnaire peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

L'Assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des Actionnaires.

Dans le cas où tous les Actionnaires sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son Président. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Actionnaires.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

L'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des Actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les Actionnaires disposent d'un délai minimal de HUIT jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'Actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de QUINZE jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque Actionnaire.

Chaque Actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, dès lors que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'Assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des actionnaires.

L'Actionnaire peut se faire représenter par un autre Actionnaire lors des Assemblées. Il peut aussi voter par correspondance selon les formes prévues par la Loi et les Règlements pour les Sociétés Anonymes.

En outre, chaque action donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des Actionnaires sont valablement certifiés conformes par le Président. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 18 – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout Actionnaire a le droit, à toute époque, de prendre par lui même, au siège social ou au lieu de la direction administrative, connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux Actionnaires et procès-verbaux des décisions collectives.

En même temps qu'il provoque la décision des Actionnaires en vue de l'examen et de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, le Président adresse ou remet à chaque Actionnaire les comptes annuels, les rapports du Commissaire aux Comptes, le rapport de gestion du Président et le texte des résolutions proposées.

A compter de cette communication, tout Actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le Président est tenu de répondre également par écrit.

Pour tout autre consultation, le texte des résolutions proposées et le rapport du Président, ainsi que, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes et des Commissaires à compétence particulière, sont adressés ou remis aux Actionnaires avant qu'ils ne soient convoqués ou invités à prendre leurs décisions.

Tout Actionnaire peut demander au Président de convoquer une Assemblée des Actionnaires, appelée à délibérer sur une ou plusieurs questions qu'il définit, si la dernière Assemblée a été réunie depuis plus de trois mois. Le Président est tenu d'accéder à cette demande en convoquant les Actionnaires dans la quinzaine suivant la date de réception de la demande écrite qui lui est faite à cet effet.

ARTICLE 19 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 juin 2008.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 20 – COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le Président établit les comptes annuels prévus par la Loi, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit également un rapport de gestion. Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires et soumis aux Actionnaires dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans des conditions prévues par la Loi régissant les sociétés commerciales.

ARTICLE 21 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale pour, sur proposition du Président, être en totalité ou en partie, réparti aux Actionnaires à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital mais ne peut servir à amortir les pertes.

ARTICLE 22 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait conformément à la Loi, à l'époque et aux lieux fixés par l'Assemblée Générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du Président du TRIBUNAL de COMMERCE statuant sur requête à la demande du Président.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en

réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut ouvrir aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

ARTICLE 23 - PERTE DU CAPITAL

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le Président est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'Assemblée Générale à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

ARTICLE 24 – COMITÉ D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 25 – TRANSFORMATION – PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président doit provoquer une consultation des Actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION OU TRANSMISSION DU PATRIMOINE

1 - Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale.

2 - Sauf en cas de fusion ou de scission, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale.

Le liquidateur représente la société, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les Actionnaires et la société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont valablement faites au domicile élu ou à défaut d'élection de domicile au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le TRIBUNAL de GRANDE INSTANCE du siège social.

ARTICLE 28 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier Président de la société, nommé sans limitation de durée, est **Monsieur José GONCALVES**, susdésigné.

Le Président ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 29 – NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le premier Commissaire aux Comptes Titulaire, désigné pour six exercices, est :

- **La société "AUDIT COMMISSARIAT (ACO)"**
dont le siège social est à LENS (Pas-de-Calais)
7-9, rue de Londres

Le premier Commissaire aux Comptes Suppléant, désigné pour six exercices, est :

- **La société "CAREG"**
dont le siège social est à LENS (Pas-de-Calais)
247 C, Route de Béthune

Lesquels ont accepté par avance lesdites fonctions, chacun d'eux précisant dans leur lettre d'acceptation des mandats qu'ils n'étaient dans aucune situation d'incompatibilité ou d'interdiction prévues par la Loi.

ARTICLE 30 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

1°/ La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

2°/ En outre, les actionnaires donnent mandat à Monsieur José GONCALVES, Président, à l'effet de prendre pour le compte de la société, les engagements suivants :

- Faire ouvrir et fonctionner tous comptes bancaires et postaux.

Ces engagements seront repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le Président de la société est d'autre part expressément habilité dès sa nomination à passer et souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'Assemblée des actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 31 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au Président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur en original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

FAIT A BOUVIGNY-BOYEFFLES

(Pas-de-Calais)

En QUATRE (4) Originaux

L'AN DEUX MILLE SEPT

LE

20 JUIN 2007

Bon pour acceptation
des fonctions de Président

ANNEXE AUX STATUTS DE LA SAS « GONCALVES INVESTISSEMENTS »

LE SOUSSIGNE :

Monsieur José GONCALVES,

Né le 04 avril 1969 à LENS (Pas-de-Calais) de nationalité française,

Epoux de Madame Marina BENINI née le 09 mai 1967 à LENS (Pas-de-Calais), de nationalité française,

Avec laquelle il s'est marié à la Mairie de WINGLES (Pas-de-Calais) le 23 avril 1994 sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable,

Demeurant à BOUVIGNY-BOYEFFLES (Pas-de-Calais) – 7, Chemin des Camayeux.

Apporte comme suit, avec l'accord exprès de son épouse, à la SAS « GONCALVES INVESTISSEMENTS », sous les conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et plus particulièrement sous celles-ci-après visées, les titres dont la désignation suit.

A) DESIGNATION

Monsieur José GONCALVES fait apport en nature, net de tout passif, autre que la soulte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière avec jouissance de ce jour de :

- la pleine propriété de DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de CENT (100) Euros chacune de la SAS « SOGEBAT » au capital de TRENTE NEUF MILLE (39.000) Euros dont le siège social est à SAINS-EN-GOHELLE (Pas-de-Calais) – Z.I, Fosse 13, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 437.512.858, évaluées unitairement à DEUX MILLE SIX CENTS (2.600) Euros, et globalement à SIX CENT HUIT MILLE QUATRE CENTS Euros, ci

608.400 Euros

- la pleine propriété de QUATRE CENTS (400) parts sociales de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 401 à 800, de la société « SOMATEN » Société A Responsabilité Limitée au capital de HUIT MILLE (8.000) Euros dont le siège social est à COURRIERES (Pas-de-Calais) – Rue de la Libération, Zone des Chauffours

JG

RB

Est n° 1, BP 43, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BETHUNE sous le numéro TGI 450.194.709, évaluées unitairement à DEUX CENT VINGT HUIT (228) Euros, et globalement à QUATRE VINGT ONZE MILLE DEUX CENTS Euros, ci

91.200 Euros

SOIT UN APPORT EN NATURE DE :
SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE
SIX CENTS EUROS, ci

699.600 Euros

B) ORIGINE DE PROPRIETE

⇒ Les DEUX CENT TRENTE QUATRE (234) actions de la SAS « SOGEBAT » faisant l'objet du présent apport appartiennent à Monsieur José GONCALVES pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple à l'occasion de la constitution de la société le 09 mars 2001.

⇒ Les QUATRE CENTS (400) parts sociales de la SARL « SOMATEN » faisant l'objet du présent apport appartiennent à Monsieur José GONCALVES pour les avoir acquises de Monsieur Francis DELPLANQUE moyennant le prix unitaire de DIX (10) Euros, soit un prix global de QUATRE MILLE (4.000) Euros et ce aux termes d'un acte sous seing privé en date à LIEVIN (Pas-de-Calais) du 20 juillet 2004.

C) INTERVENTION DU CONJOINT DE L'APPORTEUR

Aux présentes est intervenue :

→ Madame Marina BENINI épouse de Monsieur José GONCALVES pour déclarer en application de l'article 1424 du Code civil donner son consentement à l'apport susvisé des QUATRE CENTS (400) parts sociales de la SARL « SOMATEN » dépendant de la communauté et autoriser son époux à bénéficier seul, en contrepartie de cet apport, de l'attribution d'actions de la société bénéficiaire dudit apport, sans réclamer d'inscription de titres nouvellement émis à son nom, et ce en contrepartie de l'institution de la soulte.

D) REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération de ses apports, Monsieur José GONCALVES, qui accepte, reçoit :

- la pleine-propriété de SIX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT (6.398) actions d'une valeur nominale de CENT (100) Euros chacune ;
- une créance en numéraire de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros, à titre de soulte de son apport, laquelle créance fera l'objet d'une inscription à son compte-courant ouvert dans les livres de la société bénéficiaire de l'apport à compter de ce jour et pour le compte de la communauté. Cette soulte s'impute à

56

173

hauteur de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) Euros sur l'apport des actions de la société « SOGEBAT » et à hauteur de QUATRE MILLE HUIT CENTS (4.800) Euros sur l'apport des parts sociales de la société « SOMATEN.

E) CONDITIONS GENERALES

La société bénéficiaire aura la propriété des actions et parts sociales au jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutefois, elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du jour de la constitution de la société bénéficiaire des apports.

F) CONDITIONS GENERALES

Ces apports sont faits net de tout passif autre que la soulte.

En outre, l'apporteur déclare expressément que les titres faisant l'objet du présent apport ne sont pas nantis et ne font l'objet d'aucun titre particulier.

La société bénéficiaire sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux actions ou parts sociales apportées.

Elle reconnaît, en outre, avoir reçu, avant l'établissement des présentes :

- un exemplaire des statuts des sociétés « SOGEBAT » et « SOMATEN », certifiés conformes par leur représentant respectif ;
- un extrait des inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés concernant chacune des sociétés dont les titres sont présentement apportés.

Ces apports entraînent adhésion à l'ensemble des dispositions statutaires de chacune des sociétés dont les titres sont apportés.

G) AGREMENT

Conformément aux statuts de la SAS « SOGEBAT », la société bénéficiaire a été agréée en qualité de nouvel actionnaire en vertu d'une Assemblée Générale en date du 10 mai 2007.

Conformément aux statuts de la SARL « SOMATEN », la société bénéficiaire a été agréée en qualité de nouvel associé en vertu d'une Assemblée Générale Mixte en date du 22 mai 2007.

H) FORMALITES DU TRANSFERT

L'apport d'actions sera réalisé au moyen d'un ordre de mouvement et transmis à la société « SOGEBAT » qui effectuera les inscriptions d'usage sur le registre des mouvements de titres.

Conformément à l'article L 221-14 du Code de commerce, la signification du présent apport de parts sociales « SOMATEN » sera remplacée par le dépôt d'un original du présent contrat et des actes subséquents au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt.

En outre et afin qu'il soit opposable aux tiers, cet apport de parts sociales fera l'objet d'une publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

I) DECLARATIONS FISCALES

*** En matière de plus-values**

L'apporteur déclare :

- que la société bénéficiaire de l'apport est assujettie à l'impôt sur les sociétés ;
- que le montant global de la soulte versée en numéraire au titre du présent apport, soit CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros, n'excède pas 10 % de la valeur nominale des titres reçus en contrepartie de son apport.

L'apporteur prend acte :

Qu'en vertu des dispositions du Code général des impôts, les plus-values d'échange réalisées à l'occasion de l'apport de la pleine propriété des actions et des parts sociales ci-dessus constaté, bénéficient de plein droit d'un sursis d'imposition jusqu'au moment où s'opérera la cession, le rachat ou l'annulation des titres et de la soulte reçus en échange et ce, en vertu des dispositions de l'article 150-0 B du Code général des impôts. Il prend également acte que la société bénéficiaire des apports est nécessairement soumise à l'impôt sur les sociétés.

*** En matière de droits d'enregistrement**

L'apporteur déclare :

- qu'une partie de l'apport susvisé est réalisé en contrepartie de l'attribution d'une créance en numéraire à concurrence de CINQUANTE NEUF MILLE HUIT CENTS (59.800) Euros et en conséquence soumis aux droits d'enregistrement des apports à titre onéreux ;
- que pour le calcul des droits d'enregistrement, l'apport réalisé en contrepartie de l'attribution d'une créance en numéraire s'impute sur les actions de la SAS « SOGEBAT » à hauteur de CINQUANTE CINQ MILLE (55.000) Euros; ainsi, le montant des droits d'enregistrement s'élève à hauteur de SIX CENT CINQ (605) Euros (55.000 € x 1,10 %) et à hauteur de QUATRE MILLE HUIT CENTS (4.800) Euros sur les parts de la société « SOMATEN » générant un droit d'enregistrement de :

$$4.800 - \left(\frac{23.000}{800} \times \frac{400}{91.200} \times 4.800 \right) \times 5 \% = 210 \text{ €}$$

JG
MB

J) FRAIS ET DROITS

La société « GONCALVES INVESTISSEMENTS » supportera les frais, droits d'enregistrement et honoraires auxquels donnera lieu l'ouverture de sa constitution, ainsi que tous les autres frais afférents à la transmission des biens qui lui sont apportés, à l'exception des droits d'enregistrement dus sur la soulte qui resteront à la charge de l'apporteur.

K) POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toutes formalités légales de publicité.

L) ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les soussignés font élection de domicile au siège de la société « GONCALVES INVESTISSEMENTS ».

M) AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que l'acte auquel est rattachée la présente annexe exprime tant la valeur réelle des biens apportés que la soulte payée, la différence ou valeur nette étant seule rémunérés par des droits sociaux.

FAIT EN QUATRE ORIGINAUX
Pour être annexés aux statuts de la société
« GONCALVES INVESTISSEMENTS »

L'AN DEUX MILLE SEPT
LE **20 JUIN 2007**
A BOUVIGNY-BOYEFFLES
(Pas-de-Calais)

